

30 NOV. 2015

SECTION COURRIER

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE SAINT PIERRE DE CHARTREUSE - ISERE -**

MAIRIE DE
SAINT PIERRE DE CHARTREUSE

03 DEC. 2015

Nombre de Conseillers

En exercice : 15

Présents : 13

Votants : 14

L'an **DEUX MILLE QUINZE, le Vingt-cinq Novembre**

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint Pierre de Chartreuse dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de Monsieur Yves GUERPILLON, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le 20/11/2015

Secrétaire de séance : Agnès CLOITRE-DUCOGNON

PRESENTS : Mmes Céline BURLET, Claire RENAUDIN, Agnès CLOITRE-DUCOGNON, Elisabeth GUIBERT-QUEIROS, Brigitte SOYEUX, MM Yves GUERPILLON, Philippe BOCHARD, Frédéric ROSSI, Alain CLOITRE, Stéphane GUSMEROLI, Olivier MOLLARET, Bruno MONTAGNAT, Patrice POULET

POUVOIRS : Benoit LAVAL à Stéphane GUSMEROLI

OBJET : Personnel communal : Extension du régime indemnitaire aux grades de Rédacteur principal 1^{ère} classe, ATSEM principal 2^e classe, Adjoint du patrimoine 1^{ère} classe

Rapporteur : Yves GUERPILLON

La nature, les conditions d'attribution et le montant des indemnités applicables aux agents d'une collectivité sont déterminés par l'assemblée délibérante. Les attributions individuelles sont de la compétence de l'autorité territoriale dans le respect des critères définis par l'assemblée.

Le régime indemnitaire a été instauré pour le personnel de la commune de Saint Pierre de Chartreuse par délibération initiale en date du 11 décembre 2003, et a été révisé au fil des années par plusieurs délibérations successives.

En raison de la création de trois nouveaux grades dans la collectivité, Rédacteur principal 1^{ère} classe (filiale administrative), ATSEM principal de 2^e classe (filiale médico-sociale) et adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe (filiale culturelle) il est nécessaire d'étendre le régime indemnitaire à ces grades, et de définir le coefficient multiplicateur pour chacun d'entre eux.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants de référence de l'I.F.T.S,

Vu le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfetures,

Vu l'arrêté du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence de l'indemnité d'exercice de missions des préfetures,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- D'étendre l'IFTS (Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires) au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe avec un coefficient multiplicateur de 2.5.
- D'étendre l'I.A.T. (Indemnité d'Administration et de Technicité) au grade d'ATSEM principal de 2^e classe avec un coefficient multiplicateur de 2.5.
- D'étendre l'I.A.T au grade d'adjoint du patrimoine de 1^{ère} classe avec un coefficient multiplicateur de 4.

- D'octroyer l'IEMP au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe avec un taux minimum de 3.000 du montant de référence brut et de verser cette indemnité mensuellement.
- Décide que cette indemnité fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux, les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.
- Décide que ces primes sont instaurées au profit des fonctionnaires stagiaires ou titulaires et des agents non titulaires.
- Décide que les barèmes individuels sont déterminés en fonction des critères suivants :

IFTS : entre 0.5 et 4 selon le niveau de responsabilité, la disponibilité, la maîtrise du poste et l'implication de l'agent.

IAT : entre 0.1 et 4 selon la disponibilité, la maîtrise du poste, la polyvalence, la technicité de l'agent et son implication.

L'attribution du régime indemnitaire se fera par arrêté individuel pris par l'autorité territoriale et pourra faire l'objet d'une modulation individuelle telle que prévue dans la présente délibération, dans la limite réglementaire des taux définis.

Ainsi fait et délibéré

Pour extrait certifié conforme au
registre des délibérations
Acte certifié exécutoire depuis son
dépôt en Préfecture, sa publication
ou notification le 26/11/2015

Le Maire, Yves GUERPILLON



45